

## Activité n° 4 : Réglementation générale, associations et fondations

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Economie : décons des foires, vide-greniers et salons, délivrance de maître-restaurateur, délivrance de l'agrément aux soc de domicon d'entreprise, revendeurs d'objets mobiliers
Finalité 2	Associations
Finalité 3	Tourisme : offices de tourisme, carte de guide conférencier
Finalité 4	Attestations préfectorales de permis de chasser
Finalité 5	Recensement des élèves jusqu'à 18 ans résidant en France et accompagnateurs lors des voyages scolaires entre la France et le Royaume-Uni
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n° 2004-374 du 29 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers/ déclarants
	Membres des associations/fondations
	Professionnels (gérants d'entreprises)
<b>Catégories de</b>	

Préfecture de l'Orne

<b>données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
	Vie professionnelle (fonction, poste occupé, types de licences, diplômes obtenus, attestations, éléments contenus dans les cv, tout autre document justifiant du parcours professionnel du demandeur pour obtenir le titre souhaité, domaine d'habilitation, date de la décision administrative)
	Eléments d'ordre économique et financier (Siret, K-Bis, RIB)
	Données de localisation (adresse de l'évènement)
	Condamnations pénales ou infractions (casier judiciaire pour les opérateurs funéraires)
	Données sensibles : religion, opinions politiques, appartenance syndicale, voire orientation sexuelle (pour les associations et les fondations)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services internes en charge des traitements
	Forces de l'ordre
	Administrations (mairies, hôpitaux, offices du tourisme), Atout France, Autorité judiciaire
	Maisons de retraite
	Représentants des associations et fondations
	Citoyens
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	<i>A préciser dans la mesure du possible</i>
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à

Préfecture de l'Orne

	la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	